

Commissions

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2010**

1. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Theo Francken, Daphné Dumery, Manu Beuselinck) modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, n° 677/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Franco Seminara).

- Un amendement a été déposé par Mme De Bont.
- L'article 1, et par conséquent l'ensemble de la proposition de loi, a été rejeté par 7 voix contre 7.

2. Proposition de loi (Thierry Giet, Nahima Lanjri, Catherine Fonck, Özlem Özen, Rachid Madrane, Valérie Déom, Yvan Mayeur) modifiant, en ce qui concerne les astreintes, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, n° 755/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Franco Seminara).

- Un amendement a été déposé par Mme De Bont.

3. Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Gwendolyn Rutten et Sabien Lahaye-Battheu) modifiant la législation en vue de résoudre la crise de l'asile, n° 813/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- Exposé introductif de M. Bart Somers.

➤ **MARDI 21 DÉCEMBRE 2010**

1. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le test climat" (n° 1214).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la répartition des tâches à Cancún" (n° 1249).
- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la délégation belge au Sommet de Cancún" (n° 1346).
- Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le coût de la participation belge au sommet sur les changements climatiques de Cancún" (n° 1576).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la proposition de la Commission européenne concernant l'interdiction de certains projets MDP" (n° 1348).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de Mme Katrin Jadin à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation des gens du voyage en Belgique" (n° 396).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les Assises de l'Interculturalité" (n° 926).

- Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les Assises de l'Interculturalité" (n° 1146).

- Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les recommandations des Assises de l'Interculturalité" (n° 1305).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

6. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la proposition visant à héberger les demandeurs d'asile dans des centres de vacances de syndicats et de mutualités" (n° 1438).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

➤ **MERCREDI 22 DÉCEMBRE 2010**

1. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le plan alcool" (n° 1436).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

2. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les honoraires de disponibilité des médecins spécialistes" (n° 1544).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport de la réunion des commissions médicales provinciales du 8 décembre 2010" (n° 1561).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Questions jointes :

Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les risques liés à l'allergie au latex dans les hôpitaux" (n° 1545).

Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les nitrosamines dans les gants en latex" (n° 1562).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la reconnaissance du statut d'infirmier(e) pédiatrique" (n° 1311).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le recours abusif aux services d'urgence" (n° 1373).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abattage des vertébrés sans étourdissement" (n° 1380).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le plan alcool" (n° 1436).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le fonctionnement de la Commission belge de coordination de la politique antibiotique" (n° 1482).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Question de Mme Muriel Gerken à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la plate-forme eHealth" (n° 1514).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Question de Mme Muriel Gerken à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la raison qui empêche l'extension du système 'Carenet' aux médecins généralistes" (n° 1515).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les honoraires de disponibilité des médecins spécialistes" (n° 1544).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Question de Mme Muriel Gerken à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport de la Cour des comptes 2010 relatif à la sécurité sociale transmis à la Chambre des représentants (en ce qui concerne *eHealth*)" (n° 1648).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Question de M. Manu Beuselincq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les centres de jour palliatifs" (n° 1684).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la reconnaissance de la *Liga Homeopathica Classica* comme association professionnelle de praticiens d'une pratique non conventionnelle" (n° 1687).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

16. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la composition du comité de management du Plan National des Maladies rares" (n° 1764).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

17. Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les initiatives pour revaloriser la médecine générale" (n° 1808).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 12 janvier 2011.

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. David Geerts

➤ LUNDI 20 DÉCEMBRE 2010

1. Audition, portant notamment sur les rapports des experts de la commission spéciale, de la *European Railway Agency* et de la Cour des Comptes, de :

- M. Didier Reynders (président du conseil d'administration de la SNCB de 1986 à 1991);
- M. Renaat Landuyt (ministre de la Mobilité de 2004 à 2007) et M. Bruno Tuybens (secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques de 2005 à 2007).

- Les exposés ont été suivis d'un échange de vues auquel M. Rachid Madrane, Mme Ine Somers, et MM. Jef Van den Bergh, Tanguy Veys, David Geerts et Ronny Balcaen ont pris part.

2. Échange sur les auditions.

3. Exposé des experts de la commission sur l'ETCS, les franchissements de signaux et les indicateurs de sécurité.

4. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mercredi 12 janvier 2011.

Questions européennes

COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (Sén)

➤ MARDI 21 DÉCEMBRE 2010

Les pays candidats à l'Union européenne et le rôle du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

- Échange de vues avec M. Serge Brammertz, procureur principal du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidente : Mme Muriel Gerkens

➤ MARDI 21 DÉCEMBRE 2010

1. Debriefing du Conseil Ecofin du 7 décembre 2010.

- Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen.
- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.
- Sont intervenus : MM. Olivier Henry, Dirk Van der Maelen, Hendrik Bogaert, Philippe Goffin et Georges Gilkinet et Mme Veerle Wouters.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n°. 771/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.
- Les amendements n°s 3 et 4 du gouvernement ont été adoptés.
- L'article 2, tel qu'amendé, ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 8 voix et 4 abstentions.

3. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'évolution du nombre de personnes physiques qui n'introduisent pas de déclaration fiscale" (n° 1331).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le double salaire éventuel des fonctionnaires détachés du SPF Finances" (n° 1332).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la notation internationale de l'Office du Ducroire" (n° 1751).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un éventuel recours de l'État à la Cour de cassation dans le dossier KB Lux" (n° 1754).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'adaptation de la taxe bancaire" (n° 1755).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la législation en matière de régularisation de l'impôt sur le revenu" (n° 1201).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le bâtiment occupé anciennement par la gendarmerie à Boussu" (n° 1528).

- Question de M. Franco Seminara au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état de l'ancienne gendarmerie de Boussu" (n° 1721).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 12 janvier 2011.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 21 DÉCEMBRE 2010**

1. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la commission des contributions alimentaires prévue dans le cadre de la loi du 19 mars 2010 relative à une objectivation du calcul de ces contributions alimentaires" (n° 1302).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

2. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les divergences dans l'application de la loi modifiant le Code judiciaire et le Code civil en ce qui concerne le traitement, en Chambre du Conseil, des procédures judiciaires en matière de droit des familles" (n° 1322).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps" (n° 1412).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

4. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "le déblocage des avoirs sur présentation d'une attestation ou d'un acte d'hérédité" (n° 1414).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "les arriérés de paiement des frais de justice en matière répressive" (n° 1640).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les erreurs commises dans le cadre de l’enquête sur le meurtre d’Annick Van Uytzel” (n° 1746).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le rapport du Comité P concernant l’enquête sur le meurtre d’Annick Van Uystel/Appeltans & Pauwels” (n° 1788).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “les leçons à tirer du jugement intervenu ce 10 décembre dans l’affaire KB Lux et les suites à lui donner” (n° 1756).

- Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “les conséquences du dossier KB Lux” (n° 1769).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “le risque de prescription pour certains dossiers importants de fraude comme le dossier ATC” (n° 1760).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la sécurisation des bâtiments judiciaires” (n° 1782).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’arrêté royal du 7 décembre 2010 relatif au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et fixant la date d’entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 29 mai 2000” (n° 1784).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de l’Intérieur sur “des pratiques d’espionnage des services secrets colombiens sur notre territoire” (n° 1424).

- Question de Mme Karine Lalieux au ministre de la Justice sur “des pratiques d’espionnage des services secrets colombiens sur notre territoire” (n° 1425).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “les écarts dans les statistiques en matière de criminalité en Flandre et en Wallonie” (n° 1526).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur “d’éventuelles cyberreprésailles depuis la Belgique” (n° 1616).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur “les mails à caractère raciste échangés entre le personnel du département de la Justice” (n° 1622).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur “les traitements des prêtres mis en cause” (n° 1645).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Eric Jadot au ministre de la Justice sur “l’extradition de Nizar Trabelsi” (n° 1719).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Eric Jadot au ministre de la Justice sur “les modalités de visite et la continuité des dispositifs de réinsertion au sein de l’établissement pénitentiaire de Tilburg” (n° 1730).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 11 janvier 2011.

Commission spéciale “Abus sexuels”

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D’ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE
DANS UNE RELATION D’AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L’ÉGLISE

Présidente : Mme Karine Lalieux

➤ **MARDI 21 DÉCEMBRE 2010**

Audition de Mgr. Godfried Danneels, ancien président de la Conférence des Évêques de Belgique.

➤ **MERCREDI 22 DÉCEMBRE 2010**

Audition de Mgr. André-Joseph Léonard, président de la Conférence des Évêques de Belgique.

Prochaine réunion : lundi 10 janvier 2011.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 21 DÉCEMBRE 2010**

1. Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie" (n° 1289).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le budget des missions internationales de la Direction générale Énergie" (n° 1435).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan belge pour les énergies renouvelables" (n° 1419).

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan d'action énergies renouvelables de la Belgique" (n° 1458).

- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan national adopté en matière d'énergie renouvelable" (n° 1713).

- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan national adopté en matière d'énergie renouvelable" (n° 1714).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonds d'assainissement des citernes à mazout" (n° 1461).

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la création du fonds pour les citernes à mazout des particuliers" (n° 1747).

- Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonds pour les citernes à mazout" (n° 1768).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mise en œuvre de la loi du 9 février 1981 relative aux conditions d'exportation des matières et équipements nucléaires, ainsi que des données technologiques nucléaires" (n° 1571).

- Question de Mme Catherine Fonck au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'application de la loi du 9 février 1981 relative aux conditions d'exportation des matières et équipements nucléaires, ainsi que des données technologiques nucléaires" (n° 1723).

- Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les licences d'exportation régionales pour les appareils de gammagraphie destinés à l'Iran" (n° 1727).

- Question de M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation vers l'Iran d'un appareil de gammagraphie en 2009" (n° 1729).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les exportations d'uranium vers l'Iran" (n° 1765).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Bert Wollants à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la réglementation concernant les magasins de nuit" (n° 1560).

- Question de Mme Christiane Vienne à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'effet pervers de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services" (n° 1712).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de Mme Zuhail Demir à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la pauvreté chez les indépendants" (n° 1737).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la décision de la Cour constitutionnelle concernant l'indépendance de la CREG" (n° 1347).

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'arrêt de la Cour constitutionnelle concernant l'autonomie de la CREG" (n° 1410).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la provenance des biocarburants dont il est question dans le Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables" (n° 1415).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le budget des missions internationales de la Direction générale Énergie" (n° 1435).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. Theo Francken au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les méthodes de travail du fournisseur de gaz Fluxys" (n° 1643).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la consommation d'énergie au Parlement fédéral" (n° 1646).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les agissements de la banque Delta Lloyd" (n° 1696).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de M. Anthony Dufrane au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'impact de la cotisation fédérale sur les tarifs de l'électricité en 2011" (n° 1728).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'utilisation abusive faite du logo WWF par le Forum nucléaire" (n° 1734).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les objectifs contraignants de l'UE en matière d'économie d'énergie" (n° 1736).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

17. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les conséquences du permis de production accordé à la centrale au charbon de E.ON" (n° 1740).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

18. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les coûts croissants de la dénucléarisation dans la cotisation fédérale" (n° 1763).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 11 janvier 2011.

Questions européennes et Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (S) et François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 21 DÉCEMBRE 2010**

Réunion commune avec la Commission homologue du Sénat.

Résultats du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010 et fin de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne.

- Exposé de M. Yves Leterme, premier ministre.

- Échange de vues.

- Sont également intervenus : MM. Karl Vanlouwe (S) et François-Xavier de Donnea, Mme Christiane Vienne et M. Philippe Mahoux (S)

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 21 DÉCEMBRE 2010**

1. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la réactivation du dossier du Rhin de fer" (n° 1180).
- Question de M. Bert Schoofs au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les plus récents et les futurs contacts internationaux du gouvernement fédéral à propos du Rhin de fer" (n° 1456).
- Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'enregistrement illégal par le gouvernement de 115 millions de recettes au budget 2009 à partir de fonds gérés par l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation" (n° 1761).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

2. Question de M. Renaat Landuyt au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le montant de 115 millions d'euros de saisies inscrit comme recettes dans le budget" (n° 1112).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

3. Question de M. Theo Francken au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la politique d'expulsions" (n° 1160).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

4. Question de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'avis pour la nomination d'un vice-gouverneur" (n° 1538).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

5. Question de M. Siegfried Bracke au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'interprétation de la notion d'affaires courantes en ce qui concerne le conclusion d'importants contrats de location" (n° 1733).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

➤ **MERCREDI 22 DÉCEMBRE 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n° 443/1 à 7.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Dedecker, Mmes Genot et Brems et M. Somers.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.
 - Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.
 - Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.
 - Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.
 - Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 681/1 et 2.
 - Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaud, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.
 - Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n°s 757/1 et 2.
- (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La discussion des articles a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Theo Francken, Denis Ducarme, Bart Somers et Mmes Catherine Fonck, Nahima Lanjri, Zoé Genot et Eva Brems.
- Des amendements ont été déposés par Mmes Lanjri et Dierick, MM. Somers, Ducarme et Francken.

2. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les jardins et les terrains contaminés à la suite des inondations" (n° 1363).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

3. Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "la lettre ouverte au syndicat de la police belge" (n° 1656).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "police-on-web" (n° 1683).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "les cadres linguistiques au sein du service d'incendie bruxellois" (n° 1690).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "la prime Copernic pour le personnel opérationnel des services de police" (n° 1745).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les problèmes liés à la présence de bandes de jeunes Africains et Nord-Africains à Bruxelles" (n° 1230).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de M. David Clarinval à la ministre de l'Intérieur sur "la modification de l'arrêté royal du 1 juin 2008 modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population" (n° 1277).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la saga des subsides aux services d'incendie en province de Namur" (n° 1313).

- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la saga des subsides aux services d'incendie en province de Namur" (n° 1758).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "la convention de la zone d'incendie 6 à Eupen" (n° 1365).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "la liste des infrastructures cruciales en Belgique publiée sur WikiLeaks" (n° 1478).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Flor Van Noppen à la ministre de l'Intérieur sur "le code d'enregistrement concernant l'habitat accompagné" (n° 1670).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la répartition par province des coûts des services d'incendie" (n° 1743).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la future installation de la police fédérale à la Cité administrative" (n° 1759).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les décorations civiques pour ancienneté de service octroyées à des membres du personnel des provinces” (n° 1766).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mardi 11 janvier 2011.

Police

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

Président : M. André Flahaut

➤ **MERCREDI 22 DÉCEMBRE 2010**

Examen de dossiers transmis par le Comité P.

Divers.

Prochaine réunion : mercredi 12 janvier 2011.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 22 DÉCEMBRE 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la tension croissante sur la péninsule coréenne” (n° 1274).

- Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les tensions dans la péninsule coréenne” (n° 1807).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la lapidation imminente d'une Iranienne” (n° 1602).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le massacre au Sahara occidental” (n° 1605).

- Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les affrontements de novembre 2010 dans la région du Sahara occidental” (n° 1789).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le rapport de Human Rights Watch sur la situation au Burundi” (n° 1275).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le blocus de Gaza” (n° 1519).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le sommet de l’OSCE à Astana” (n° 1476).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Özlem Özen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’application de la Convention européenne des droits de l’homme en matière d’extradition” (n° 1502).

- Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur (n° 1798).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’envoi de militaires belges en Côte d’Ivoire” (n° 1517).

- Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation actuelle explosive en Côte d’Ivoire” (n° 1731).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de Mme Miranda Van Eetvelde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’affaire Erdal” (n° 1520).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le sommet Europe-Russie” (n° 1537).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le moratoire sur les constructions en Cisjordanie” (n° 1549).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’aide au Rwanda” (n° 1577).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la condamnation pour apostasie en Iran” (n° 1603).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le mariage de mineures d’âge en Malaisie” (n° 1604).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la visite de Steve Stevaert au Vietnam” (n° 1610).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le trafic d’organes au Kosovo” (n° 1674).

- Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le rapport du Conseil de l’Europe sur le trafic d’organes au Kosovo” (n° 1791).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de Mme Maggie De Block au ministre de la Coopération au développement sur “le manque de médicaments pour traiter le sida en Afrique” (n° 1423).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ JEUDI 23 DÉCEMBRE 2010

Projet de loi portant des dispositions diverses (I) - Amendé par le Sénat, n° 771/1.
(Discussion, clôture et votes).

- Rapporteur : M. Stefaan Vercamer.

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances et la ministre des PME, Indépendants, Classes moyennes et de l'Agriculture ont exposé les amendements adoptés par le Sénat.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Hans Bonte, Georges Gilkinet, Guy D'Haeseleer, David Clarinval, Yvan Mayeur et Stefaan Vercamer ainsi que Mmes Catherine Fonck, Meryame Kitir, Maggie De Block, Christiane Vienne et Zuhail Demir.

- Des amendements ont été déposés par (n°s 27 à 35) ont été déposés par M. Bonte et Mme Kitir.

- Tous les amendements ont été rejetés.

- La commission a adopté les articles et les annexes.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 14 voix et 3 abstentions.

- A l'unanimité, la commission a autorisé le rapporteur à faire un rapport oral à la séance plénière.

Prochaine réunion : mardi 11 janvier 2011.